

Unité interdépartementale d'Indre-et-Loire et de Loir-et-Cher
ZA n°2 des Ailes
25-26 rue des Ailes
37210 PARCAY MESLAY

PARCAY MESLAY, le 17/03/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 17/02/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

TI GROUP AUTOMOTIVE SYSTEMS

Boulevard de l'Industrie
ZI Les Poujeaux
37530 Nazelles-Négron

Références : 2023 - 359
Code AIOT : 0010003781

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/02/2023 dans l'établissement TI GROUP AUTOMOTIVE SYSTEMS implanté 13 Boulevard de l'Industrie Zone Industrielle 37530 Nazelles-Négron. L'inspection a été annoncée le 03/02/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TI GROUP AUTOMOTIVE SYSTEMS
- 13 Boulevard de l'Industrie Zone Industrielle 37530 Nazelles-Négron
- Code AIOT : 0010003781
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'établissement TI GROUP AUTOMOTIVE SYSTEMS assure la production de tubes métalliques pour l'industrie automobile (principalement activités de traitements de surfaces, dégraissages de surfaces, travail mécanique des métaux).

Les activités du site sont réglementées par l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 17347 du 16 juin 2005, ainsi que par les arrêtés préfectoraux complémentaires n° 18111 du 26 avril 2007, n° 18364 du 28 avril 2008, n° 18676 du 17 novembre 2009 et n° 19890 du 15 mai 2014.

Cet établissement emploie 200 salariés.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- suites données aux constats de la précédente inspection du 29 juin 2022

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
2	Désenfumage (mise en demeure du 24 février 2022)	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 3-II	Avec suites, Arrêté préfectoral de mise en demeure du 24/02/2022	Lettre de suite préfectorale	90 jours
4	Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 16/06/2005, article 3.5.3.6	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Lettre de suite préfectorale	60 jours
6	Ressources en eau	Arrêté Préfectoral du 16/06/2005, article 3.5.7.4	Susceptible de suites	Lettre de suite préfectorale	60 jours
7	Confinement des eaux d'extinction	Arrêté Préfectoral du 27/07/2015, article 2.11	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Lettre de suite préfectorale	60 jours
9	Capacités de rétention 2	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 54	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Lettre de suite préfectorale	60 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
8	Capacités de rétention 1	Arrêté Préfectoral du 16/06/2005, article 3.1.7.1.1	Susceptible de suites	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Modifications des installations	Arrêté Préfectoral du 16/06/2005, article 2.1	Susceptible de suites	Sans objet
3	Protection contre la foudre	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21	Susceptible de suites	Sans objet
5	Régulation thermique des cuves	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 54	Susceptible de suites	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
10	Vérification des moyens d'intervention en cas d'incendie	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 14-e	Susceptible de suites	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats faits lors de cette visite sont repris dans les tableaux ci-dessus.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Modifications des installations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/06/2005, article 2.1
Thème(s) : Situation administrative, Modifications des installations
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 29/06/2022 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : [...]. Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, devra être portée avant sa réalisation à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation.
Constats : Pas de non respect constaté.
<p>Observations : Par courrier du 24 mai 2016, l'exploitant a demandé la mise à jour de ses rubriques de classement au titre de la nomenclature ICPE. Dans ce courrier, il signale certaines modifications entraînant la baisse du volume ou l'arrêt d'installations. Toutefois, ce courrier ne précise pas les volumes d'activité concernés pour chaque rubrique modifiée.</p> <p>Par ailleurs :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la rubrique 2560 a été modifiée par décret n° 2017-1595 du 21/11/2017 ; - les rubriques 2564 et 2565 ont été modifiées par décret n° 2019-292 du 09/04/2019 ; - la rubrique 2910 a été modifiée décret n° 2018-704 du 3 août 2018 et décret n°2021-976 du 21 juillet 2021 ; - la rubrique 2925 a été modifiée par décret n° 2019-1096 du 28/10/2019 ; - la rubrique 2940 a été modifiée par décret n° 2020-559 du 12/05/2020. <p>L'exploitant a pris en compte l'ensemble de ses éléments en adressant à l'inspection un courrier de mise à jour des activités de l'établissement en date du 9 septembre 2022 comportant un positionnement vis-à-vis des évolutions de la nomenclature ICPE et proposant un tableau actualisé du classement de ses activités au titre de cette nomenclature avec projection 2023.</p> <p>Il en ressort :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Rubrique 3260 (traitements de surfaces de métaux) : à la suite de l'arrêt de la ligne « Galva 2 » en 2013, de la ligne « Corelec » en 2018 et de la ligne de « Galva 1 » fin 2022, le volume des cuves est dorénavant de 27,9 m3 => passage du régime de l'autorisation à non classable (donc non IED dorénavant) ; - Rubrique 2565-2a (traitements de surfaces de métaux) : le volume des cuves est dorénavant de 27,9 m3 => passage du régime de l'autorisation (AP 2005) au régime de l'enregistrement (après suppression du régime de l'autorisation de cette rubrique) ; - Rubrique 2564-1c (nettoyage, dégraissage, décapage de surfaces) : cuve de 1 m3, destinée au nettoyage de bases machines => passage du régime de l'autorisation au régime de la déclaration avec contrôle périodique ; - Rubrique 2940-3a (application de peintures poudres) : installations démantelées en 2016 => passage du régime de l'autorisation (AP 2005) à non classable ; - Rubrique 2560-2 (travail mécanique des métaux) : puissance des installations pouvant concourir simultanément au fonctionnement des installations dorénavant de 650 kW => passage du régime de l'autorisation au régime de la déclaration avec contrôle périodique ; - Rubrique 2561 (recuit des métaux et alliages) : le four de recuit a été démantelé en 2017 => passage du régime de la déclaration (AP 2005) à non classable ; - Rubrique 2910-A2 (installations de combustion) : la puissance maximale de l'installation est d'1,7 MW => passage du régime de la déclaration (AP 2005) au régime de la déclaration avec contrôle périodique ; - Rubrique 2940-1b (application de peintures liquides au trempé) : suite à l'arrêt et au démantèlement de la ligne PVDF en 2018, seule subsiste l'activité d'application de peintures d'apprêt des lignes coextrusion, présentant respectivement 50 litres pour le bac de la ligne 1 et 35 litres pour le bac de la ligne 2 (1er seuil de classement fixé à 100 litres) => passage du régime de la déclaration (AP 2005) à non classable ; - Rubrique 2925-1 (atelier de charge d'accumulateurs électriques) : la puissance maximale utilisable

est de 69 kW => maintien du régime de la déclaration ;

- Rubrique 2921-1b (installations de refroidissement évaporatif par dispersion d'eau dans un flux d'air) : la tour aéroréfrigérante de l'établissement présente une puissance de 1920 kW => passage du régime de la déclaration (AP 2005) au régime de la déclaration avec contrôle périodique ;

- Rubrique 2661(extrusion, injection d polymères par des procédés exigeant des conditions particulières de température ou de pression) : la quantité de matières traitée est d'environ 2 tonnes => maintien du régime de la déclaration ;

- Rubrique 4715 (stockage d'hydrogène) : le stock maximal d'hydrogène de l'établissement est de 357 kg => régime de la déclaration (nouvelle rubrique).

Ce nouveau classement sera prochainement acté par un courrier préfectoral ou un arrêté préfectoral complémentaire

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Désenfumage (mise en demeure du 24 février 2022)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 3-II
Thème(s) : Risques accidentels, Désenfumage (mise en demeure du 24 février 2022)
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 29/06/2022• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale• date d'échéance qui a été retenue : 12/09/2022
Prescription contrôlée : <p>Les bâtiments abritant l'installation sont équipés en partie haute de dispositifs conformes à la réglementation en vigueur permettant l'évacuation à l'air libre des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés dégagés en cas d'incendie. Ces dispositifs doivent être adaptés aux risques particuliers de l'installation et être à commande automatique et manuelle. Les commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès.</p>
Constats : <p>Les secteurs de l'établissement n° 8 et 12 ne sont pas équipés de trappes de désenfumage (travaux prévus au printemps 2023). L'exploitant doit confirmer à l'inspection les dates d'intervention de la société CHUBB-SICLI.</p>
Observations : <p>Consécutivement à l'inspection du 29 avril 2021, il a été constaté la réalisation de travaux de mise en place de trappes de désenfumage sur les secteurs 1, 2, 3, 4, 5, 7, 10 et 11 de l'établissement. En revanche, 4 secteurs n'avaient pas fait l'objet des investissements et des travaux attendus (les secteurs 6, 8, 9 et 12). Ce constat a fait l'objet de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 24 février 2022 imposant la réalisation des travaux attendus pour équiper l'ensemble des secteurs de l'établissement de dispositifs de désenfumage dans un délai de 12 mois.</p> <p>Lors de cette nouvelle inspection, il a été constaté la réalisation des travaux d'équipement de trappes de désenfumage sur les secteurs 6 et 9 (intervention de la société DESAUTEL en octobre 2022). Pour les secteurs 8 et 12, l'exploitant a justifié d'un devis du 7 novembre 2022 qui sera signé par la direction prochainement, en vue d'équiper ces deux derniers secteurs de trappes de désenfumage (intervention de la société CHUBB-SICLI), pour une réception définitive des travaux avant l'été.</p> <p>Visite de l'installation :</p> <ul style="list-style-type: none">- absence de dispositif désenfumage dans les secteurs n° 8 et 12, présence de trappes de désenfumage dans les autres secteurs. <p>En complément de la mise en place de trappes de désenfumage, consécutivement à l'inspection du 29 avril 2021, l'exploitant a fait réaliser le chiffrage pour la réalisation d'une étude visant à mettre en place des cantonnements sous toiture permettant de limiter la propagation des fumées en cas d'incendie. L'exploitant a indiqué avoir demandé un devis aux sociétés DESAUTEL et CHUBB-SICLI pour la réalisation de ces travaux sans avoir eu de retour pour le moment.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 90 jours

N° 3 : Protection contre la foudre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21
Thème(s) : Risques accidentels, Protection contre la foudre
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 29/06/2022• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : <p>[...] Une vérification visuelle est réalisée annuellement par un organisme compétent.</p> <p>L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent. [...]</p> <p>Si l'une de ces vérifications fait apparaître la nécessité d'une remise en état, celle-ci est réalisée dans un délai maximum d'un mois.</p>
Constats : Pas de non respect constaté.
Observations : <p>L'exploitant a transmis, le 25/11/2021, le rapport de la vérification complète des dispositifs de protection contre la foudre réalisée le 06/05/2021 par une entreprise agréée qualifoudre.</p> <p>Ce rapport faisant état de 7 non-conformités, l'exploitant a présenté une attestation, établie le 18/01/2022 par cette même entreprise, relative à la réalisation des travaux de remise en conformité correspondants.</p> <p>L'exploitant a par ailleurs présenté le justificatif de l'intervention de la société GOUGEON pour la réalisation le 29 septembre 2022 de la vérification visuelle des installations de protection contre la foudre.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/06/2005, article 3.5.3.6
Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 29/06/2022• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale• date d'échéance qui a été retenue : 12/09/2022
Prescription contrôlée : <p>Toutes les installations électriques doivent être entretenues en bon état et contrôlées après leur installation ou leur modification par une personne compétente. La périodicité, l'objet et l'étendue des vérifications des installations électriques ainsi que le contenu des rapports relatifs auxdites vérifications sont fixés par l'arrêté du 10 octobre 2000.</p>
Constats : <p>Les installations électriques de l'établissement ne sont pas entretenues en bon état.</p>
Observations : <p>L'examen des rapports de vérification des installations électriques de l'établissement réalisées du 12 au 23/11/2021 par la société DEKRA a conduit à relever 129 anomalies, dont 62 sont indiquées comme étant dangereuses pour les personnes ou pour les installations et 67 comme étant des défauts d'identification ou d'ordre documentaire.</p> <p>Néanmoins, les attestations Q18 accompagnant les rapports précités indiquaient que ces installations n'étaient pas susceptibles d'entraîner des risques d'incendie et d'explosion.</p> <p>Cette vérification a été renouvelée par une nouvelle intervention de la société DEKRA réalisée sur trois jours (7 octobre 2022, 12 décembre 2022, et 19 décembre 2022). Si les quatre certificats Q18 établis consécutivement concluent une nouvelle fois que les installations ne sont pas susceptibles d'entraîner des risques d'incendie et d'explosion, 112 anomalies électriques sont encore existantes, dont 48 comme étant dangereuses pour les personnes ou pour les installations et 64 comme étant des défauts d'identification ou d'ordre documentaire.</p> <p>L'exploitant a présenté un registre informatique récapitulant l'ensemble des anomalies identifiées et les actions engagées. Ces actions sont réalisées à la fois au travers de compétences internes qu'au travers de prestataires extérieurs.</p> <p>Le programme des actions à engager doit néanmoins permettre de résorber plus significativement les anomalies existantes.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 60 jours

N° 5 : Régulation thermique des cuves

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 54
Thème(s) : Risques accidentels, Régulation thermique des cuves
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 29/06/2022• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : [...] Les systèmes de chauffage des cuves sont équipés de dispositifs de sécurité qui permettent de détecter le manque de liquide et d'asservir l'arrêt du chauffage. Ces dispositifs sont régulièrement contrôlés et systématiquement après tout arrêt prolongé d'activité. [...]
Constats : Pas de non respect constaté.
Observations : Lors de la précédente inspection du 29 juin 2022, l'exploitant a déclaré que ses cuves chauffées étaient équipées de dispositifs de sécurité qui permettent de détecter le manque de liquide et d'asservir l'arrêt du chauffage sans être en mesure d'en justifier le contrôle et la fréquence associée. Lors de cette nouvelle inspection, l'exploitant a déclaré que les dispositifs de sécurité des cuves chauffées qui permettent de détecter le manque de liquide et d'asservir l'arrêt du chauffage font dorénavant l'objet d'un ordre de maintenance annuel créé depuis la précédente inspection pour que l'asservissement de la chauffe des bains à la présence effective de liquide soit régulièrement testé. Cet ordre de maintenance est renouvelé automatiquement par un outil informatique présenté lors de l'inspection. L'exploitant a pu justifier de la dernière maintenance réalisée le 26 septembre 2022 (test et arrêt de chauffe des bains de traitement de surface).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Ressources en eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/06/2005, article 3.5.7.4
Thème(s) : Risques accidentels, Ressources en eau
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 29/06/2022 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : L'exploitant doit disposer de ressources en eau en quantité suffisante pour faire face au scénario d'accident le plus pénalisant issu notamment de étude des dangers. Il devra disposer en particulier d'une réserve incendie de 1020 m ³ d'eau (moins les volumes d'eau débités simultanément par les trois poteaux d'incendie existants pendant 2 heures).
Constats : L'exploitant ne dispose pas de ressources en eau d'extinction en quantité suffisante.
Observations : Lors de la précédente inspection, il a été demandé à l'exploitant de justifier de la disponibilité d'une ressource en eau suffisante au sein de l'établissement pour l'intervention en cas d'incendie, conformément aux dispositions ci-dessus. L'établissement dispose d'une réserve d'eau pour l'extinction d'un incendie de 550 m ³ réceptionné par le SDIS. Par ailleurs, l'exploitant a indiqué que trois bornes incendie situées sur le site complétaient la défense incendie de l'établissement. Néanmoins, la vérification de ces bornes le 15 septembre 2022 par la société CHUBB a conclu, pour chacun, à la disponibilité des débits suivants : <ul style="list-style-type: none"> - borne située à proximité du bungalow : 21 m³/h pendant deux heures, soit 42 m³ ; - borne située à proximité du local chaufferie : 11 m³/h pendant deux heures, soit 22 m³ ; - borne située à proximité du stockage de sel : 22 m³/h pendant deux heures, soit 44 m³. Il ressort de ces éléments que la défense incendie de l'établissement se monte à 658 m ³ , bien inférieur aux 1020 m ³ exigés par les dispositions de l'arrêté préfectoral. Néanmoins, l'exploitant a précisé que deux bornes incendie situées à proximité de l'établissement sur le réseau public pouvaient compléter ce dispositif à raison chacune de 160 m ³ /h pendant deux heures, soit 640 m ³ , sans être en mesure d'en justifier la disponibilité effective. Il est par ailleurs apparu nécessaire de réévaluer les besoins en eau pour l'intervention en cas d'incendie au sein de l'établissement de par la capacité de confinement de ces eaux évoquée au point de contrôle suivant du présent rapport. L'étude technique réalisée par l'APAVE le 16 novembre 2022 sur la base du référentiel D9 de l'Ineris a conclu à un besoin en eau de 2280 m ³ .
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 60 jours

N° 7 : Confinement des eaux d'extinction

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/07/2015, article 2.11
Thème(s) : Risques accidentels, Confinement des eaux d'extinction
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 29/06/2022 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale • date d'échéance qui a été retenue : 12/09/2022
Prescription contrôlée : Des dispositifs permettent [...] [de] maintenir sur le site les eaux d'extinction d'un sinistre ou l'écoulement d'un accident de transport. Une consigne définit les modalités de mise en oeuvre de ces dispositifs.
Constats : L'exploitant n'est pas en capacité de confiner l'ensemble des eaux d'extinction d'incendie des différents secteurs de l'établissement et doit étudier, techniquement et économiquement, les actions à engager.
Observations : <p>Au regard de la ressource en eau exigée de 1020 m³ (tout dispositif confondu) pour l'intervention en cas d'incendie (point de contrôle précédent du présent rapport), la capacité de confinement de 380 m³ en place n'est pas suffisante (bassin doté d'une membrane étanche). Cette dernière correspond à la rétention des eaux d'extinction en cas d'incendie survenant sur les installations de traitement de surface (357 m3 selon étude IRH de 2015), sans prendre en compte les autres installations de l'établissement.</p> <p>L'exploitant n'est donc pas en capacité de confiner l'ensemble des eaux d'extinction d'incendie des différents secteurs de l'établissement et doit étudier, techniquement et économiquement, les actions à engager.</p> <p>Pour ce faire, l'exploitant a fait valoir une étude technique réalisée le 16 novembre 2022 par l'APAVE sur la base du référentiel D9A de l'Ineris. Cette dernière conclut à la nécessité d'être en mesure de confiner 2589 m3.</p> <p>Il convient de noter que le réseau d'évacuation des eaux pluviales potentiellement polluées est doté d'une vanne guillotine permettant d'obturer ce réseau.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 60 jours

N° 8 : Capacités de rétention 1

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/06/2005, article 3.1.7.1.1
Thème(s) : Risques accidentels, Capacités de rétention 1
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> lors de la visite d'inspection du 29/06/2022 type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : Tout stockage fixe ou temporaire d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols doit être associé à une rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : <ul style="list-style-type: none"> - 100 % de la capacité du plus grand réservoir ; - 50 % de la capacité totale des réservoirs associés. Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la rétention doit être au moins égale à : <ul style="list-style-type: none"> - dans le cas de liquides inflammables, 50 % de la capacité totale des fûts ; - dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts ; - dans tous les cas 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 l. [...]
Constats : Les capacités de rétention des bacs d'activation (Bonderite 1313) et de prétraitement (Bonderite 1455) de la ligne coex 1 sont sous-dimensionnés.
Observations : La rétention globale appelée « piscine », de 380 m3, couvre les besoins de rétention à la fois de la ligne galva3 et de la station de traitement. L'étude D9A effectuée par IRH en 2015 pour la rétention des eaux d'extinction d'incendie de ces secteurs a montré qu'elle est bien dimensionnée à cet effet. Par ailleurs, il a été constaté, le jour de l'inspection, le démantèlement de la ligne Galva1. Il a également été constaté que : <ul style="list-style-type: none"> - le stockage d'acide sulfurique concentré se fait au travers d'un conteneur de 1 000 l entreposé dans une case béton associée à un caniveau situé à l'arrière de cette dernière permettant de récupérer les fuites éventuelles (une autre case béton constitue le volume de rétention attendu). - les chaînes de traitement COEX1 et COEX2 sont toutes deux associées à une capacité de rétention. Néanmoins, l'exploitant a déclaré que des calculs plus précis ont montré que les capacités de rétention des bacs d'activation (Bonderite 1313) et de prétraitement (Bonderite 1455) de la ligne coex 1 étaient légèrement sous-dimensionnés. L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter de devis concernant les travaux à réaliser pour la capacité de rétention en inox des bacs d'activation (Bonderite 1313) : bien que sollicités, pas de positionnement de la société DELAHAYE INDUSTRIES sur les travaux à réaliser, pas de retour de la société AG Métal. L'exploitant a fait valoir un devis de la société DELAHAYE INDUSTRIES du 15 février 2023 en vue de la réalisation des travaux de mise en conformité de la capacité de rétention en béton des bacs de prétraitement (Bonderite 1455).
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Capacités de rétention 2

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 54
Thème(s) : Risques accidentels, Capacités de rétention 2
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 29/06/2022 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale • date d'échéance qui a été retenue : 12/09/2022
Prescription contrôlée : Les capacités de rétention sont conçues [...] pour recueillir toute fuite éventuelle provenant de toute partie de l'équipement concerné et réalisées de sorte que les produits incompatibles ne puissent s'y mêler (cyanure et acide, hypochlorite et acides, bisulfite et acide, acide et base très concentrés, etc.). Les capacités de rétention de plus de 1 000 litres sont munies d'un déclencheur d'alarme en point bas, à l'exception de celles dédiées au déchargement. [...]
Constats : L'exploitant doit démontrer qu'il n'existe pas d'incompatibilité entre les produits contenus dans les cuve de la chaîne de traitements de surfaces Galva3. La capacité de rétention de 380 m3 associée au stockage de produits dangereux peut accueillir, en situation accidentelle, de l'acide sulfurique à 96 % et de la soude à 30 % évidemment incompatibles.
Observations : L'ensemble des cuves de traitement de la chaîne GALVA3 est associé à une capacité de rétention unique déportée de 380 m³. L'exploitant doit démontrer l'absence d'incompatibilité des produits des différentes cuves de cette chaîne de traitements de surfaces. L'exploitant a néanmoins précisé que la rétention de 380 m3 est dotée d'un déclencheur d'alarme en point bas sous forme de flotteur effectivement observé. Le stockage de produits dangereux comportant de l'acide sulfurique à 96 % et de la soude à 30 % dans deux cases béton différentes (800 litres chacun), jusque-là associé à la capacité de rétention déportée commune de 380 m3 fait actuellement l'objet d'une étude visant à créer une rétention spécifique à chacun de ces stockages pour supprimer toute incompatibilité acide fort et base en cas de fuites accidentelles. L'exploitant a précisé que la société DELAHAYE INDUSTRIE, contactée pour ce faire, n'a pas encore répondu.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 60 jours

N° 10 : Vérification des moyens d'intervention en cas d'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 14-e
Thème(s) : Risques accidentels, Vérification des moyens d'intervention en cas d'incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 29/06/2022• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur.
Constats : Pas de non respect constaté.
Observations : L'exploitant a justifié de la réalisation des contrôle périodiques suivants : <ul style="list-style-type: none">- extincteurs : vérification réalisée par la société CHUBB-SICLI du 12 au 17 octobre 2022 ;- RIA : vérification réalisée par la société CHUBB-SICLI le 12 août 2022 ;- bornes incendie : vérification réalisée par la société CHUBB-SICLI le 15 septembre 2022 ;- trappe de désenfumage : vérification réalisée par la société CHUBB-SICLI le 17 janvier 2023 ;- détection incendie et gaz : vérification réalisée par la société SIEMENS le 10 novembre 2022. Tous les équipements le nécessitant ont fait l'objet d'actions correctives pour en effectuer la remise à niveau. Ces éléments n'appellent pas de remarque particulière de la part de l'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

